

## TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes.....	VII
Sommaire.....	XIII

## ÉTUDES

<b>Structures instables : l'équilibre institutionnel et la Cour de justice de l'Union européenne</b> PAR Julio BAQUERO CRUZ.....	1
I. Sur l'activisme judiciaire.....	1
II. Esquisse de la jurisprudence sur l'équilibre institutionnel.....	4
III. La « méthode de l'Union », la méthode communautaire et l'équilibre institutionnel .....	12
IV. Comment rétablir l'équilibre institutionnel ?.....	23
 <b>Quand l'Union ne s'interdit plus d'interdire – Analyse du règlement sur l'interdiction de commercialisation des produits issus du travail forcé</b> PAR Alan HERVÉ.....	31
I. L'interdiction du commerce des biens issus du travail forcé dans l'Union européenne.....	37
A. L'introduction unilatérale d'une exception nouvelle au libre marché.....	37
B. Un dispositif s'inscrivant dans le respect apparent de la légalité .....	41
II. La difficulté pratique d'interdire le commerce de biens issus du travail forcé .....	45
A. Une mise en œuvre de l'interdiction partiellement décentralisée.....	46
B. Une mise en application procédurale reposant sur une approche fondée sur les risques .....	49

**Visibles (?) Depuis Strasbourg : des manquements au droit  
de l'Union européenne**

PAR Jean JACQMAIN .....	55
I. En quelques mots : <i>Apologia pro vita sua</i> .....	55
II. La Cour de Strasbourg comme suppléante/bouche-trou/salvatrice de celle de Luxembourg .....	56
A. Strasbourg à l'avant-garde .....	56
B. Strasbourg en dépannage .....	57
C. Strasbourg comme bras armé .....	57
D. Strasbourg en plombier .....	58
III. Une nouvelle fonction : la Cour de Strasbourg en révélateur ? .....	59
A. Diverses sources d'information sont connues .....	59
B. Et une autre reste inexploitée .....	60
IV. Pas vu, pas pris ? .....	63

**Le droit de l'Union européenne dans son temps –  
un problème de légitimité ?**

PAR Matthias RUFFERT .....	65
I. Le droit dans son temps – Un problème du droit de l'UE ? .....	68
A. Contraintes formelles : les difficultés de révision des Traités .....	68
B. Contraintes matérielles : Le droit dérivé, couches textuelles, fossiles normatives – et la réinvention perpétuelle de l'UE .....	69
II. Le droit de l'UE entre stabilité constitutionnelle et flexibilité intergouvernementale .....	75
A. Des assertions de flexibilité .....	75
B. La séduction intergouvernementale .....	78
C. La maturité constitutionnelle .....	80

**La primauté du droit de l'Union : est-elle toujours conforme à sa finalité ?**

PAR Daniel SARMIENTO .....	83
----------------------------	----

<b>La clause de défense mutuelle prévue à l'article 42, paragraphe 7, TUE : portée, efficacité et implications actuelles</b> PAR Michele VELLANO.....	97
I. Avant-propos .....	97
II. Le champ d'application de la clause de défense mutuelle en général et de celle de l'OTAN en particulier.....	99
III. Le précédent de l'article 5 de l'UEO .....	102
IV. Le champ d'application de l'article 42, paragraphe 7, TUE .....	103
V. L'efficacité de l'article 42, paragraphe 7, TUE par rapport au rôle de l'OTAN et à la réalisation effective d'une défense commune.....	108
VI. Les implications de l'article 42, paragraphe 7, TUE à la lumière du conflit russo-ukrainien et du nouveau scénario international.....	113

## CHRONIQUES

### Parlement européen

SOUS LA DIRECTION DE LAETITIA GUILLOUD-COLLIAT, AVEC LES CONTRIBUTIONS DE CASSANDRA PAULET, LENCKA POPRAVKA ET LUDOVICA ROBUSTELLI.....	127
---	-----

I. Une vie institutionnelle marquée par des exigences démocratiques.....	127
A. Élections européennes et approbation de la nouvelle Commission .....	127
B. Renforcement de la transparence et de l'efficacité du Parlement européen .....	128
C. L'élection d'une nouvelle Médiatrice et l'instauration de nouvelles commissions parlementaires .....	129
II. Questions financières et budgétaires .....	130
A. Des rapports appelant à la prudence.....	131
B. Des prérogatives budgétaires marquées par le conflit.....	133
III. Environnement, santé, protection des consommateurs.....	137
A. Une intense activité législative en matière de protection de l'environnement .....	137
B. Des innovations en matière de santé .....	145
C. Les nouvelles mesures de protection des consommateurs.....	145

IV. Politique économique et sociale .....	147
A. Une année fertile pour le développement de l'Union économique et monétaire .....	147
B. Une actualité limitée en marché intérieur et en politique sociale .....	149
V. Espace de liberté, de sécurité et de justice .....	151
A. L'engagement renouvelé du Parlement en matière de cybersécurité et de lutte contre les formes graves de criminalité .....	151
B. Espace de liberté, de sécurité et de justice : les priorités législatives battent la mesure .....	154
VI. Une activité importante du Parlement dans les autres politiques internes.....	161
A. PAC : l'adoption du règlement sur les systèmes de qualité et les résultats du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture .....	161
B. Pêche : une activité marquée par la volonté du Parlement de nourrir une approche plus ambitieuse de la PCP face aux enjeux actuels.....	164
C. Une activité parlementaire dense dans le domaine des transports .....	166
D. Industrie, recherche et énergie : une année marquée par la lutte contre la hausse des prix de l'énergie et la réalisation des objectifs du Pacte vert .....	168
E. Culture et éducation : l'adoption de la législation européenne sur la liberté des médias .....	170
VII. Une année étrange en matière de relations extérieures, entre retenue et analyse stratégique majeure .....	171

### **Conseil européen – Conseil de l'Union**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI ET Romain FOUCART .....	175
I. Conseil européen .....	175
A. La reconfiguration institutionnelle .....	176
B. Le renforcement de certaines politiques de l'Union.....	181
C. Relations extérieures .....	190
II. Le Conseil de l'Union – Les présidences.....	200
A. La présidence belge (1 <sup>er</sup> janvier-30 juin 2024).....	200
B. La présidence hongroise (1 <sup>er</sup> juillet-31 décembre 2024).....	205

**La seconde commission Ursula von der Leyen : beaucoup de continuité, quelques inflexions**

PAR Claude BLUMANN ..... 209

I. Composition, organisation, structures .....	211
A. Composition politique de la Commission .....	212
B. Composition « fonctionnelle » .....	214
C. Structures administratives .....	216
II. Bilan, orientations, programme .....	220
A. Le bilan : discours sur l'état de l'Union 2023 .....	221
B. Les nouvelles orientations .....	228
C. Tentative d'évaluation d'ensemble .....	243

**Jurisprudence relative au droit d'établissement et à la libre prestation des services (2023-2024)**

PAR Édouard DUBOUT ..... 249

I. Qualification de l'entrave .....	251
A. Retour du critère des effets « trop aléatoires et trop indirects » .....	251
B. Marché du numérique : interdiction absolue des entraves « à caractère général et abstrait » .....	255
II. Justification de l'entrave .....	261
A. Autonomie stratégique et motifs économiques : le marché de la construction .....	261
B. VTC <i>versus</i> taxis : concurrence et protection de l'environnement .....	267
C. Indépendance des avocats et investisseurs « purement financiers » .....	271
D. Transfert de siège des sociétés et loi applicable aux actes de gestion .....	273
E. Vente en ligne de médicaments .....	275

**Citoyenneté**

PAR Myriam BENLOLO CARABOT ET Anastasia ILIOPOULOU-PENOT ..... 279

**Contentieux de l'Union européenne**

COORDINATION Ninon FORSTER et Fabrice PICOD

AUTEURS Louis FEILHES, Ninon FORSTER, Stéphanie HIOL,

Paolo IANNUCELLI, Georgios NAZIROGLOU ET Fabrice PICOD..... 297

I. Renvoi préjudiciel.....	299
A. Transfert partiel de la compétence préjudicielle au Tribunal de l'Union européenne .....	299
B. Compétence et obligation des juridictions nationales de poser une question préjudicielle.....	302
II. Recours en annulation .....	306
A. Acte susceptible de faire l'objet du recours en annulation .....	306
B. Intérêt à agir/Objet du litige .....	312
C. Obligation de motivation .....	315
III. Recours en manquement.....	320
A. La recevabilité du recours en manquement au titre de l'article 258 TFUE.....	320
B. La portée du recours en manquement au titre de l'article 259 TFUE.....	323
C. Les limites de l'intervention dans une affaire ayant pour objet un recours en manquement .....	323
D. Recours en manquement sur manquement au titre de l'article 260, paragraphe 2, TFUE.....	324
E. Recours en manquement au titre de l'article 260, paragraphe 3, TFUE .....	325
IV. Responsabilité pour violation du droit de l'Union européenne .....	325
A. Recours en indemnité devant la Cour de justice de l'Union européenne .....	326
B. Responsabilité des États membres pour violation du droit de l'Union européenne .....	337
V. Contentieux national et application du droit de l'Union .....	347
A. Organisation juridictionnelle nationale.....	347
B. Accès à la juridiction nationale .....	350
C. Étendue du contrôle juridictionnel.....	354
D. Répétition de l'indu.....	357
E. Autorité de la chose jugée .....	359

**Droits fondamentaux**

SOUS LA DIRECTION DE Romain TINIERE

EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL,

Christophe MAUBERNARD ET Claire VIAL ..... 363

I. Le champ d'application de la Charte ..... 363

II. Le respect, tant de l'État que de l'Union, de droit ..... 365

III. Les instruments budgétaires et financiers de l'Union  
au prisme des droits fondamentaux..... 369

IV. Droits sociaux et lutte contre la discrimination ..... 371

V. Lutte contre les violences à l'égard des femmes ..... 375

VI. Du bon grain et un soupçon d'ivraie dans le domaine  
des politiques d'asile et d'immigration..... 377A. Relativisation de la portée structurante des droits  
fondamentaux face aux objectifs des politiques européennes..... 377B. Démonstrations des vertus enrichissantes des droits  
fondamentaux dans l'application des politiques européennes..... 381VII. La liberté de s'exprimer, d'informer et d'être (bien) informé  
dans l'Union ..... 386VIII. Le devoir de vigilance des entreprises ou la responsabilité  
des puissances privées en matière de droits fondamentaux ..... 389IX. Le droit au respect de la vie privée au regard des données  
à caractère personnel : le délicat équilibre entre « effet utile »  
de la protection et retenue jurisprudentielle..... 390X. L'intelligence artificielle et les droits fondamentaux,  
des tensions évidentes ..... 396**Espace de liberté, de sécurité et de justice**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Henri LABAYLE

SOUS LA COORDINATION DE Maïténa POELEMANS

ET AVEC LA PARTICIPATION DES DOCTORANTS DU CENTRE DE DOCUMENTATION

ET DE RECHERCHES EUROPÉENNES DE L'UPPA (CdRE) : Thomas ANDREU,

Thomas DURAND, Lise ÉTIENNE, Salima GARTOMI EL IDRISSI, Mathias GULACSY,

Aristide-Kevin HONSRAN, Léa LEBEAU, Émeline LOUVET, Elena OSTROVSKAYA,

Baptiste PEYROU, Maléna PIZZANELLI..... 397

I. Les politiques communes d'asile et d'immigration ..... 398

A. La réforme du Code Frontières Schengen :  
le règlement 2024/1717 du 13 juin 2024 ..... 398

B. Le nouveau Pacte européen sur la migration et l'asile ..... 400

C. Actualité jurisprudentielle ..... 404

II. La coopération judiciaire civile .....	412
A. L'actualité législative : l'adoption de la directive 2024/1069 « Poursuites stratégiques altérant le débat public » du 11 avril 2024 .....	412
B. Les interprétations jurisprudentielles du règlement Bruxelles I <i>bis</i> .....	413
III. Coopération judiciaire en matière pénale .....	415
A. L'actualité législative .....	415
B. L'actualité jurisprudentielle .....	419
IV. La coopération policière et opérationnelle .....	428
A. Apport législatif .....	428
B. Jurisprudence .....	430
 <b>Droit et contentieux de la politique commerciale commune</b>	
PAR Christine KADDOUS, Mateusz MILEK, Sara NOTARIO ET Alicja SŁOWIK .....	437
I. Union douanière .....	437
A. Livre blanc sur les contrôles des exportations des biens à double usage et la mise à jour du règlement en cette matière .....	438
B. Les sanctions des infractions au Code des douanes de l'Union européenne .....	440
C. Mesures pénalisant le retard dans le recouvrement de la dette douanière .....	442
D. Notion de transformations « économiquement justifiées » sous le Code des douanes de l'Union .....	445
E. Prorogation du délai de séjour des marchandises importées sous le régime de l'admission temporaire .....	448
II. Mesures de défense commerciale .....	450
A. Mise en place des droits compensatoires sur des véhicules électriques en provenance de Chine .....	450
B. Les premières enquêtes approfondies au titre du règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur .....	452
C. La première enquête sous le règlement relatif aux marchés publics internationaux .....	454
D. Contentieux lié aux mesures de défense commerciale .....	455
III. Accords commerciaux et d'investissement .....	471
A. Relations bilatérales .....	472
B. Relations multilatérales .....	481



IV. Développement durable .....	486
A. Responsabilité des entreprises en matière de développement durable.....	486
B. Approvisionnement durable de matières premières critiques et biens stratégiques.....	491
C. Développements dans le contentieux pour le climat .....	494
V. Statut des règles de l'Organisation mondiale du commerce dans l'ordre juridique de l'Union européenne .....	496
A. Conditions de reconnaissance de l'effet direct des règles de l'OMC .....	497
B. Interprétation conforme des actes de droit dérivé de l'Union au regard des règles de l'OMC .....	499
VI. Volets sécuritaires de la PCC .....	500
A. Adoption de nouvelles mesures restrictives de nature commerciale .....	500
B. Développements jurisprudentiels concernant les mesures restrictives.....	503

#### **Association, partenariat, coopération –**

##### **Le renouveau partenarial de l'Union européenne à l'ère des alliances stratégiques et de la lutte contre le changement climatique**

PAR Felipe COSTA LIMA, Eleftheria NEFRAMI ET Cécile RAPOPORT.....509

I. La dynamique conventionnelle .....	510
A. Conclusion d'un accord d'association bi-régional UE-Amérique centrale .....	510
B. Début d'application provisoire de l'association partenariale UE-ACP concrétisée par l'accord de Samoa .....	511
C. UE-Andorre-Saint-Marin : vers une association « 1+2 » ? .....	512
D. L'essor d'une « nouvelle génération » d'accord de partenariat et de coopération .....	512
E. « Rénovation » de l'accord d'association UE-Chili selon une méthode juridique nouvelle.....	515
II. L'accord UE-Mercosur entre libre-échange et exigences environnementales.....	517
A. L'historique des négociations .....	517
B. L'accord final face au contexte géopolitique .....	518
C. Les enjeux environnementaux : une cohérence en question .....	520
III. La stratégie <i>global gateway</i> au profit des objectifs de développement durable.....	521

**Politique étrangère et de sécurité commune (2023 et 2024)**

Catherine SCHNEIDER .....	525
I. L'impact des élections de juin 2024 sur la PESC.....	525
A. L'Estonienne Kaja Kallas, nouveau Haut représentant de l'UE pour la PESC.....	525
B. Le Lituanien Andrius Kubilius, nouveau commissaire européen pour la défense .....	529
C. Une nouvelle commission pour la défense au sein du Parlement.....	532
II. Une diplomatie coercitive d'une rare intensité : les sanctions de la PESC .....	534
A. L'enchaînement des vagues de sanctions à l'encontre de la Russie.....	534
B. La création de nouveaux régimes de sanctions concernant l'Iran, la Moldavie, le Hamas et le Soudan.....	554
III. Une PSDC particulièrement sollicitée au titre de ses opérations de gestion de crise.....	561
A. L'adoption, en mai 2023, d'un nouveau pacte de gestion civile des crises .....	562
B. Un bilan particulièrement dense des opérations et missions de gestion de crise de la PSDC (2023-2024) .....	564
IV. Morceaux choisis de jurisprudence.....	581
A. Sélection de jurisprudence dans le domaine des sanctions .....	581
B. Sélection de jurisprudences relatives aux missions PSDC.....	587

**Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises**

PAR Linda ARCELIN .....	589
I. Procédure.....	590
II. Ententes anticoncurrentielles .....	591
A. Échanges d'informations autonomes .....	592
B. Restrictions de la concurrence par objet et par effet : petite leçon à destination du Tribunal.....	595
C. Retour sur la théorie des restrictions accessoires .....	599
D. Décision d'association d'entreprises : les notaires et leur chambre nationale n'échappent pas au droit de la concurrence .....	602
III. Abus de position dominante .....	604
A. Marché pertinent.....	604

B. Comportements qualifiés d'abusifs.....	608
C. Test du concurrent aussi efficace.....	608
D. Abus dans le secteur numérique : encore et toujours.....	610
IV. Sanctions .....	614

## **Transports**

PAR, LOÏC GRARD, Sébastien MARTIN ET Gaël PIETTE .....	619
--	-----

I. Transports terrestres .....	622
A. Les pouvoirs d'un organisme de contrôle en ce qui concerne les tarifs d'accès au réseau ferroviaire.....	622
B. Les communications de la Commission en matière d'aides d'État .....	623
C. Les dispositifs concernant les poids lourds.....	625
D. Éléments sur les engins mobiles et le temps de travail des conducteurs.....	627
II. Transports aériens.....	628
A. Ciel Unique 2 + : enfin .....	628
B. Protection des passagers aériens : encore .....	629
C. La sécurité toujours .....	633
III. Transports maritimes.....	635
A. Les enquêtes sur les accidents .....	635
B. Le contrôle par l'État du port.....	637
C. Les obligations des États du pavillon.....	639
D. La pollution causée par les navires.....	639

## **Politique de cohésion économique, sociale et territoriale**

PAR NATHALIE RUBIO .....	641
--------------------------	-----

I. Le lancement des réflexions sur l'avenir de la politique de cohésion ....	642
II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne.....	646
A. Le contentieux de l'utilisation des fonds européens.....	646
B. Le contentieux d'initiatives citoyennes européennes (ICE) liées à la politique de cohésion .....	651

**Santé publique**

PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON ET Claire BORIES..... 653

I. La mise en œuvre des objectifs généraux du programme santé publique .....	655
A. La promotion de la santé et la prévention des maladies .....	655
B. Lutte contre les menaces sanitaires graves pour la santé .....	658
C. L'amélioration de la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable dans l'Union de médicaments et de dispositifs médicaux .....	659
D. La résilience des systèmes de santé : l'exploitation du potentiel de la numérisation dans le domaine de la santé .....	661
II. De quelques aspects de contentieux .....	666
A. CJUE, 29 février 2024, Doctipharma, aff. C-606/21 : conditions relatives à la licéité de l'activité des plateformes d'intermédiation en matière de commerce électronique de médicaments sans ordonnance .....	666
B. CJUE, 4 octobre, 2024, Lindenapotheke, aff. C-21/23 : conditions relatives à la licéité du traitement de données concernant la santé saisies sur une plateforme de vente en ligne de médicaments.....	668
C. Mise sur le marché des médicaments à usage humain.....	670
D. Mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques .....	672

**Environnement**

PAR Ludwig KRÄMER..... 679

**Droit européen de la consommation**

PAR Hans-Wolfgang MICKLITZ..... 691

I. Numérisation, durabilité et droit européen de la consommation.....	691
II. Législation de l'UE en matière de politique numérique et droit de la consommation.....	692
A. Les nouveaux consommateurs.....	694
B. Personnes vulnérables .....	698
C. Commerçants/fournisseurs et opérateurs économiques.....	700
D. PME, start-up et « bacs à sable » .....	704
E. Intermédiaires .....	706
III. Durabilité .....	708

**Énergie**

PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER.....	715
I. Le fonctionnement du marché intérieur .....	717
A. La réforme des marchés de l'énergie .....	718
B. Un marché sécurisé.....	727
C. Un marché concurrentiel .....	730
D. Un marché interconnecté.....	732
E. Un marché fiscalisé.....	733
II. La protection de l'environnement .....	736
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.....	736
B. La promotion de l'efficacité énergétique.....	739
C. Le développement des énergies renouvelables.....	746
III. Les relations extérieures .....	750

**Droit fiscal**

PAR Fabrice PEZET.....	753
I. La protection du marché intérieur par le droit primaire de l'Union européenne.....	753
A. La portée fiscale des libertés de circulation .....	754
B. La portée fiscale de la réglementation relative aux aides d'État.....	758
II. L'approfondissement du droit du marché intérieur par le droit dérivé de l'Union européenne.....	762
A. Le droit dérivé des impositions directes .....	763
B. Le droit dérivé des impôts indirects .....	767

**Chronique financière**

PAR Lukasz STANKIEWICZ, Christelle BALLANDRAS-ROZET, Damien CATTEAU, Aurélie DORT, Benjamin RICOU ET Messaoud SAOUDI .....	779
I. L'exécution du budget de l'Union européenne en 2024.....	780
II. Le cadre budgétaire annuel : le budget 2025.....	784
A. Les étapes de la procédure d'adoption du budget 2025 .....	784
B. Le contenu du budget 2025 .....	786
III. La mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience .....	787

IV. Financer la défense de l'Ukraine et/ou de l'Union européenne ? .....	790
A. Le financement de la défense ukrainienne par les avoirs russes gelés .....	790
B. Un plan quinquennal de financement commun de la défense européenne .....	791
V. Conditionnalité et respect de l'État de droit : une protection budgétaire en quête d'efficacité .....	793
VI. L'activité de la Cour des comptes européenne en 2024 .....	797
A. Les rapports d'activité .....	797
B. Les rapports spéciaux, documents d'analyse et avis .....	799
C. Les rapports annuels .....	800
D. Les rapports annuels spécifiques .....	801
E. Les autres publications .....	802
 <b>Droit de la propriété intellectuelle, littéraire et artistique</b>	
PAR Yann BASIRE ET Stéphanie CARRE .....	803
 <b>Questions sociales</b>	
PAR Sylvie HENNION .....	833
I. Les orientations politiques pour la prochaine Commission européenne 2024-2029 : questions sociales .....	834
A. Remédier aux pénuries de compétences et de main-d'œuvre ....	835
B. L'incidence du numérique sur le monde du travail .....	838
II. L'impact du règlement (UE) 2024/1689 du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle sur les relations du travail .....	842
A. Les relations professionnelles : zones à haut risque .....	842
B. Les pratiques interdites en matière d'IA et leurs incidences dans les relations sociales .....	843
III. La directive 2024/2831 du 23 octobre 2024 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail <i>via</i> une plateforme .....	844
A. Les objectifs : l'encadrement des conditions de travail <i>via</i> une plateforme numérique .....	846
B. Le statut professionnel des travailleurs <i>via</i> une plateforme : la présomption de salariat .....	849
C. Les contrôles de la gestion algorithmique des travailleurs des plateformes .....	852

IV. Le développement de la responsabilité sociale des entreprises en 2024 : un développement en trompe-l'œil ?	
À propos de la directive (UE) 2024/1760 du 13 juin 2024	
sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité .....	855
A. Le contexte : la responsabilité sociale et environnementale des entreprises .....	856
B. Objet de la directive 2024/1760/UE : prévenir ou réparer les incidences négatives de l'activité des entreprises sur les droits de l'homme (et non sur les droits sociaux) .....	859
C. Champ d'application personnel : les entreprises tenues à un devoir de vigilance .....	862
D. Procédures de plaintes et de signalements .....	863
 <b>Éducation et culture</b>	
PAR Jean-Christophe BARBATO .....	867
I. Éducation et droit de l'Union européenne .....	867
A. La liberté académique devant la CEDH .....	869
B. La liberté académique devant la CJUE .....	871
C. L'affirmation d'un lien entre liberté académique et démocratie .....	875
II. Culture et droit de l'Union européenne .....	877
A. Protection des indications géographiques et des appellations .....	879
B. Vers un statut européen des artistes ? .....	884
C. Aides culturelles à l'Ukraine .....	887
 <b>Brève chronique des développements en matière d'aides d'État en 2024</b>	
PAR Massimo MEROLA ET Francesco GENONI .....	889
I. Législation .....	890
II. <i>Policy</i> et <i>Soft Law</i> .....	893
III. Jurisprudence .....	899
A. Notion d'aide .....	899
B. Compatibilité des aides .....	918
C. Questions procédurales .....	923

**Contrats publics (2023 et 2024)**

PAR Stéphane DE LA ROSA.....	939
I. Actualité normative en matière de contrats publics .....	940
A. Adoption d'instruments de protection économique vis-à-vis des États tiers.....	940
B. L'éclatement des textes sectoriels applicables à la commande publique.....	946
II. Actualité jurisprudentielle relative aux contrats publics.....	949
A. Champ d'application des principes fondamentaux et des libertés de circulation aux contrats publics .....	950
B. Contentieux des marchés publics (directive 2014/24/UE, directive 2014/25/UE) .....	952
C. Contentieux relatifs à la directive « concessions » (directive 2014/23) : l'affaire <i>Pont de Gênes</i> .....	956
D. Contentieux relatifs au règlement « OSP » (n° 1370/2007) .....	957

**Chronique bibliographique 2024**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD .....	961
1. Recueils de textes et de jurisprudence .....	961
2. Manuels.....	977
3. Thèses.....	993
Introduction.....	998
Première partie .....	999
Seconde partie.....	1000
4. Monographies.....	1001
5. Ouvrages collectifs .....	1007
6. Mélanges et recueils d'articles .....	1029

**REVUE DES REVUES**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD	
COORDINATEURS Salomé COHEN, Alexandre DUWEL	
AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Carla ALBANESE, Tristan BERTHOUMIEUX,	
Erwan BODEVEN, Ludivine BOUCHERON, Antoine CÈBE, Salomé COHEN,	
Morgan DE WALSCHE, Alexandre DUWEL, Alexandra HRDLICKOVA,	
Witold JANAS, Adèle KAUFFMANN, Nora MAJZOUN, Aurore PICHON,	
Félicie REMLINGER, Théophile ROSPARS, Barbara TEPER,	
Sveva TRONCONE .....	1032



**PARTIE 1 : Index thématique des articles parus en 2024  
en droit de l'Union européenne**

I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union.....	1035
II. Droit institutionnel .....	1036
III. Droits nationaux et droit européen.....	1039
IV. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union .....	1040
V. Citoyenneté européenne.....	1044
VI. Contentieux.....	1044
VII. Relations extérieures .....	1046
– Politique commerciale commune .....	1046
– Politique étrangère et de sécurité commune/Politique de sécurité et de défense commune .....	1047
– Action extérieure de l'Union / Aide au développement.....	1048
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice .....	1049
IX. Marché intérieur et libertés de circulation .....	1053
X. Concurrence .....	1053
– Aides d'État et subventions étrangères .....	1053
– Pratiques anticoncurrentielles.....	1054
– Contrôle des opérations de concentration.....	1058
XI. Union économique et monétaire.....	1059
XII. Numérique .....	1061
XIII. Environnement, énergie, transports .....	1064
XIV. Droit privé européen.....	1067
XV. Autres actions et politiques communes.....	1070
– Fiscalité et finances publiques .....	1070
– Propriété intellectuelle .....	1070
– Social et emploi .....	1070
– Cohésion territoriale et agriculture.....	1071
– Bancaire et financier.....	1071
– Autres .....	1073

**PARTIE 2 – analyse thématique de la doctrine de l'année 2024 :**

I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union	
ALEXANDRE WATANABE.....	1076
II. Droit institutionnel	
SVEVA TRONCONE.....	1081

III. Droits nationaux et droit européen	
TRISTAN BERTHOUMIEUX & ALEXANDRA HRDLICKOVA .....	1083
IV. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union	
FÉLICIE REMLINGER .....	1087
V. Citoyenneté européenne	
ADÈLE KAUFFMANN .....	1089
VI. Contentieux	
BARBARA TEPER .....	1092
VII. Relations extérieures	
SALOMÉ COHEN & WITOLD JANAS .....	1095
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice	
LUDIVINE BOUCHERON .....	1098
IX. Marché intérieur et libertés de circulation	
ANTOINE CÈBE .....	1100
X. Concurrence	
Pratiques anticoncurrentielles .....	1100
MORGAN DE WALSCHE .....	1103
Contrôle des concentrations	
AURORE PICHON .....	1106
Aides d'État et subventions étrangères .....	1106
ERWAN BODEVEN .....	1109
XI. Union économique et monétaire	
ALEXANDRE DUWEL .....	1111
XII. Numérique	
CARLA ALBANESE .....	1113
XIII. Environnement, énergie, transports	
NORA MAJZOUN .....	1115
XIV. Droit privé européen	
THÉOPHILE ROSPARS .....	1118